

Un adulte sur cinq illettré à La Réunion

Le ministère des Outre-mer a signé hier une convention avec l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme. Objectif : faire diminuer le chiffre de 116 000 illettrés à La Réunion.

Dans l'outre-mer, le taux d'illettrisme peut atteindre jusqu'à trois fois celui de l'Hexagone.

Des illettrés, à La Réunion, il y en a beaucoup, mais de moins en moins. C'est du moins ce que veut croire Paul Soupe, chargé de mission à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), sur notre île. « Le département compte 116 000 illettrés, soit un adulte sur cinq. Pour ceux qui ont moins de 25 ans, le taux était de 16 % en 2010, il a baissé jusqu'à 14,2 %. C'est encourageant ! »

Afin que l'illettrisme c'est-à-dire les personnes ne maîtrisant plus la lecture et l'écriture alors qu'ils ont été scolarisés baisse dans l'outre-mer, une convention a été signée hier, entre le ministère et l'ANLCI.

George Pau-Langevin, la ministre des Outre-mer, a rappelé que pour les personnes concernées, il s'agit « d'abord d'une souffrance objective : l'environnement demeure hermétique. Le partenariat signé est impor-

tant ! Il comporte deux axes. D'abord, il y a le diagnostic : les études de l'Insee qui recensent les personnes en situation d'illettrisme doivent continuer. Ensuite, vient la gouvernance, il faut des partenariats toujours plus étroits entre l'Etat, les associations, les collectivités locales et les entreprises. Le Service militaire adapté (SMA), par son diagnostic et son action d'intégration des jeunes, est en première ligne dans ce combat. Il sera renforcé »

A ses côtés, la présidente de l'ANLCI, Marie-Thérèse Geffroy, ne pouvait qu'être d'accord. Elle aussi parlait de « partenariats » ; de « mises en relation », de « synergie ». La convention signée hier est surtout un document d'orientation et de signal politique. 45 000 euros sont aussi mis sur la table. Et la tâche est immense : à Mayotte par exemple, le taux d'illettrisme est de 33 %. Seulement 7 % des adultes sont dans cette situation en métropole.

De notre correspondant à Paris,
Julien SARTRE